CTB

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

INTERVENTION EDUKOR

RAPPORT DES RESULTATS 2015

ACRONYMES

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle
AETP 1 et 2	Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel phase 1 et phase 2
AFD	Agence française de développement
ANAPECO	Association Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants de la RD Congo
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
APEP	Appui à l'Enseignement Primaire
ASDI	Coopération au développement suédoise (SIDA)
AT(I), AT(N)	Assistant Technique (International), (national)
CAT	Cellule d'appui technique
CCIM	Campagne Congolaise pour Interdire les Mines
CCQ	Comité de Contrôle de la Qualité (DGD/CTB)
CdR	Centre de Ressources
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CFP	Centre de Formation Professionnelle
CFPP	Centres de formation et de perfectionnement professionnels
CIETFP	Commission interministérielle de l'Education Technique et la Formation Professionnelle
CLER	Comité Local d'Entretien Routier
CP–CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement au Kasaï Oriental
COPEMECO	Confédération des petites et moyennes entreprises congolaises
CPE	Conseil Provincial de l'Enfant
CPF	Conseil Provincial de la Femme
CPS	Centre de Promotion Sociale

CSC	Cahier Spécial des Charges ou Confédération Syndicale du Congo
CTB	Agence belge de développement
DSCRP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF	Dossier technique et financier
DIPROMAD	Direction des Programmes Scolaires et Matériel Didactique
EdR	Espace de Ressources
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETD	Entités territoriales décentralisées
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
EVFmP	Education à la Vie Familiale et en matière de Population
EXETAT	Examen d'Etat organisé par l'EPSP
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
GFE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
GTG	Groupe Thématique Genre
IDH	Indice de Développement Humain
IGE	Inspection Générale
INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomiques
INPP	Institut national de préparation professionnelle
InsPool	Inspecteur Chef de Pool
IPMEA	Ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat
IPP	Inspecteur Principal Provincial
IPPAETS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d'équivalence et titres scolaires

IPPAF	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la formation
IPPAM	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la maternelle
IPPAP	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du primaire
IPPAS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du secondaire
IPPAEC	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d'évaluation et concours
ISPT	Institut Supérieur Professionnel et Technique

1. Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche d'intervention

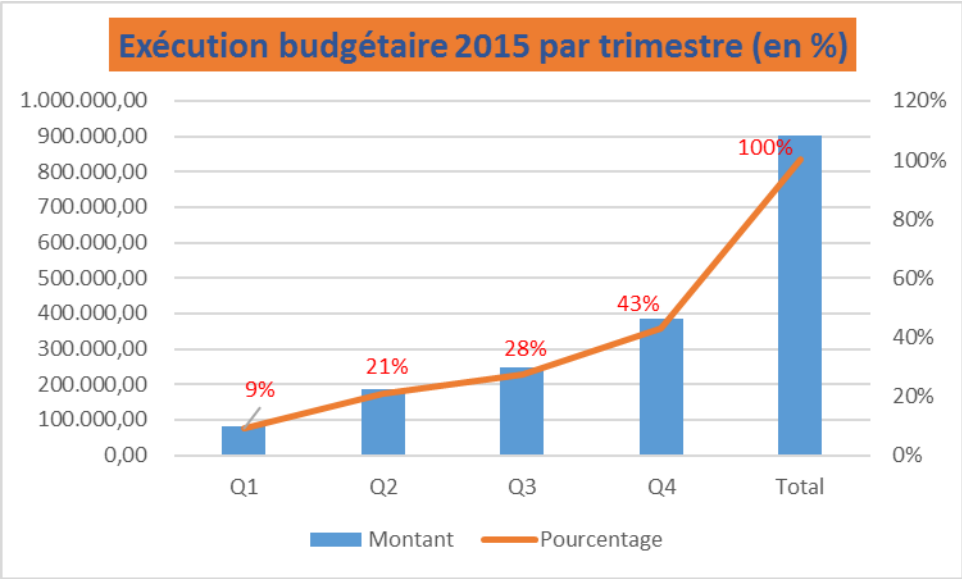
Intitulé de l'intervention	EDUKOR
Code de l'intervention	RDC 12172 11
Localisation	Mbuji Mayi
Budget total	10 000 000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel (MIN EPS-INC)
Date de début de la Convention spécifique	06 novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	30 mars 2015
Date prévue de fin d'exécution	05 novembre 2019
Date de fin de la Convention spécifique	05 novembre 2021
Groupes cibles	* Les élèves des écoles techniques et professionnelles du bassin de Mbuji Mayi et du territoire de Ngandajika ; * L'administration publique du secteur de l'enseignement technique et professionnel de la Province du Kasaï Oriental 1 et du Territoire de Ngandajika ; * Les entreprises locales et leurs regroupements ayant des activités dans les filières appuyées par EDUKOR.
Impact[1]	Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.
Outcome	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental I et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Outputs	1. Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation de qualité adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.
	2. Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.
	3. Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socio-professionnelle.
Année couverte par le rapport	**2015**

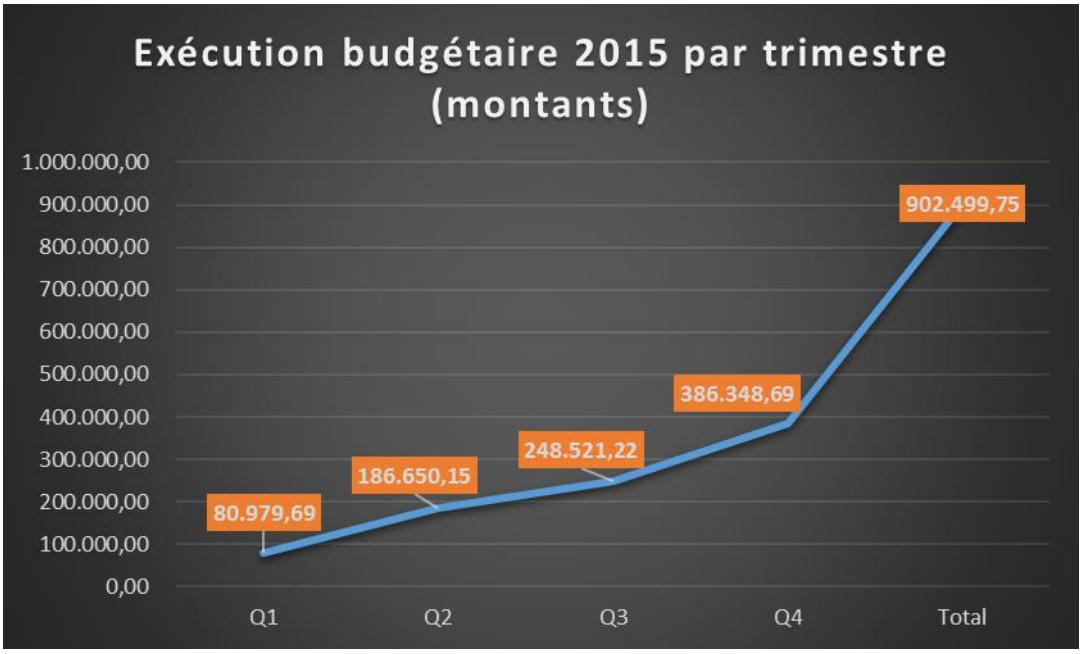
[1] L'impact se réfère à l'objectif général. L'outcome se réfère à l'objectif spécifique. L'output se réfère au résultat escompté.

1.2. Exécution budgétaire

EXECUTION BUDGETAIRE 2015					
Activités EDUKOR	**BUDGET**	**DEPENSES**		**SOLDE AU 31-12-2015**	**Taux de réalisation Fin 2015**
	euro	Année précédente (2014)	Année couverte par le rapport (2015)		
Total	**10.000.000**	**59.399**	**902.500**	**9.038.101**	**10%**
A.Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique	**3.415.800**	0	63.948	3.351.852	2%
B.Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	**1.586.850**	0	212.250	1.374.600	13%
C. Les jeunes apprenants et sortant des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi par un accompagnement à l'insertion socio-professionnelle	**1.235.875**	0	21.207	1.214.668	2%
X : Réserve budgétaire	**326.975**	0	0	326.975	0%
Z : Moyens généraux :	**3.434.500**	59.399	605.094	2.770.006	19%

Période	Q1	Q2	Q3	Q4	Total
Montant	80.979,69	186.650,15	248.521,22	386.348,69	902.499,75
Pourcentage	9%	21%	28%	43%	100%


Exécution budgétaire 2015 par trimestre (en %)
1.000.000,00
900.000,00
800.000,00
700.000,00
600.000,00
500.000,00
400.000,00
300.000,00
200.000,00
100.000,00
0,00
120%
100%
80%
60%
40%
20%
0%
9%
21%
28%
43%
100%
Q1
Q2
Q3
Q4
Total
Montant
Pourcentage


Exécution budgétaire 2015 par trimestre (montants)
1.000.000,00
900.000,00
800.000,00
700.000,00
600.000,00
500.000,00
400.000,00
300.000,00
200.000,00
100.000,00
0,00
80.979,69
186.650,15
248.521,22
386.348,69
902.499,75
Q1
Q2
Q3
Q4
Total

1.3. Autoévaluation de la performance

1.3.1. Pertinence

	Performance
Pertinence	**C**

Le programme s'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge du PIC, signé entre le Royaume de la Belgique et la RDC. Il s'intègre dans la politique de développement du Kasaï Oriental et vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel dans un souci plus performant de l'accès à l'emploi. Les activités répondent aux priorités du plan quinquennal de Croissance de l'Emploi 2011-2015 tout autant qu'aux nouvelles stratégies promues dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE).

Néanmoins lors de cette année de démarrage, les études de base tout autant que la réalité du changement du contexte politique démontrent la nécessité d'adaptations importantes à la logique d'intervention proposée initialement. La nouvelle Constellation Provinciale démarque aujourd'hui deux Provinces d'intervention (Lomami et Kasaï Oriental). La Ministre Provinciale de l'Education a été démise périodiquement de ses fonctions laissant le pouvoir décisionnel entièrement au pouvoir déconcentré du seul PROVED à la tête de la Province éducationnelle.

L'instauration officielle et institutionnelle des centres d'application qui échangeront avec 2 ou 3 écoles techniques environnantes crée un dispositif nouveau et met les acteurs devant des réalités nouvelles. Les écoles secondaires des deux Provinces étant en transformation vers des établissements à 100 % techniques incluent des défis importants non encore pris en compte lors de la phase de formulation.
L'équipe EDUKOR se voit ainsi devant une réécriture partielle de l'intervention, qui reste pertinente face aux besoins locaux, mais qui nécessite des logiques d'interventions adaptées aux nouvelles données.

1.3.2. Efficience

	Performance
Efficience	A

Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
Le volet EDUKOR a entamé concrètement ses activités le 25 et 26 février 2015 à travers un atelier de démarrage, présentant la logique d'intervention aux partenaires économiques et éducatifs de la Province du Kasaï Oriental. Dès ce jour les activités ont pu se dérouler dans le temps prévu. La constellation du Programme CTB Kasaï Oriental (Programme KOR), composé de 3 volets (PRODEKOR[2], PRODAKOR[3] et EDUKOR) incluant PRECOB[4], et fonctionnant à travers la mise en place d'une équipe transversale, disposant de compétences fondamentales et utiles aux 3 volets d'un côté, et à travers un service financier et administratif central, appuyant chacun des 3 volets dans la mise en œuvre des stratégies selon la réglementation et les stratégies financières de Régie d'un autre côté, ont permis à l'équipe EDUKOR de réaliser les activités décrites plus bas de façon cohérente. L'harmonisation au sein des volets à travers une concertation commune est de mise aussi bien au niveau de la gestion, que des moyens financiers permettant la mise en œuvre.

---

[2] Programme CTB au Kasaï Oriental œuvrant dans le désenclavement des 3 provinces Kasaï Oriental, Lomami et Sankuru

[3] Programme CTB au Kasaï Oriental œuvrant pour une amélioration des techniques agricoles et la survie de la population locale

[4] Programme CTB des bourses

L'équipe compte aujourd'hui 16 membres, le personnel transversal inclus. Deux agents de l'Etat du Ministère de l'EPSP ont rejoint l'équipe et intègrent ainsi le partenaire éducatif au quotidien. Les stratégies vers l'insertion socioprofessionnelle ont commencé à se mettre en place à travers l'intégration de l'Assistant technique international. Un architecte et un expert en construction ont permis d'entamer les travaux de la construction de l'école primaire de Bena Kabongo, ainsi que les réhabilitations de l'ITAV Ngandajika et les bâtiments abritant le PROVED.

Les premiers équipements ont ainsi pu être offerts aux partenaires (motos, ordinateurs, appareils photo et photocopieuse). Les accords d'exécution ont permis de réaliser deux études de base par les partenaires lui-même et ont ainsi pu renforcer les capacités des inspecteurs. Une base de données actuelle sur les établissements scolaires techniques et professionnels a pu être constituée et permet désormais une mise à jour annuelle. La division du Plan a élaboré le profil économique des territoires de la ville de Mbuji Mayi ainsi que des territoires des Tshilenge, Katanda, Miabi, Kabeya-Kamuanga, Lupatapata et Ngandajika avec une attention particulière aux opportunités d'emploi / auto-emploi

1.3.3. Efficacité

	Performance
Efficacité	**B**

Les outputs seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.

Lors de l'année de démarrage 2015, plus de résultats ont été obtenus qu'initialement prévus (réalisation des études de base et la constitution d'une équipe EDUKOR)
La mis en place d'un cadre de concertation liant le monde du travail au monde de l'enseignement technique et professionnel a beaucoup influencé la dynamique des stratégies. Le Comité de Suivi, présidé par Madame la Ministre Provinciale de l'Education[5], a vu le jour en mars 201. Il intègre en son sein les partenaires de l'enseignement technique et professionnel, déconcentrés et décentralisés.

Ce Comité se réunit mensuellement offrant ses conseils, son ***know how*** et son appui. Le Comité de Concertation s'est constitué le même mois, présidé par le Gouverneur de Province du Kasaï Oriental. Il réunit les partenaires économiques du secteur privé, des ministères liés à l'enseignement technique et la société civile. Ses membres ont contribué en 2015 à offrir les informations actuelles sur la situation économique de la province tout autant que sur l'implication des stages et de la formation des élèves dans les entreprises de la région. Les échanges entre les deux comités ont débuté afin de réaliser dans les années à venir une adéquation formation emploi plus efficace.

Grâce à la dynamique du Comité de Suivi, 4 modules en gestion scolaire ont été contextualisés par le partenaire et un atelier de sensibilisation à la gestion scolaire a été organisé avec la participation de 326 chefs d'établissements des écoles techniques et professionnelles.

1.3.4. Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité potentielle sera assurée vu que l'intervention adaptera ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des changements du contexte et du secteur. Les activités prévues dans la collaboration bilatérale au niveau d'EDUKOR se limitent à 5 ans. La phase de démarrage a vu s'effectuer les études de base nécessaire à l'évaluation des stratégies à mettre en place. Vu le contexte 2015 qui implique des

[5] La Ministre Provinciale a officiellement quitté son poste en novembre 2015

changements politiques et sectoriels importants au niveau de la Province, EDUKOR se trouve devant de défis ambitieux.

Néanmoins la gestion des risques s'intègre à une échelle élevée tout en incluant les partenaires du terrain (économiques et éducatifs).
L'implication des membres du Comité de Suivi et du Comité de Concertation dans l'élaboration de la vision future de la formation par alternance à travers un projet pilote incluant aussi bien le secteur institutionnel des écoles techniques que le secteur informel des centres de formation, est supposé garantir une durabilité des actions au-delà du temps restreint de la mise en œuvre de ce volet du programme KOR. La dynamique positive créée au sein de ses membres en 2015, vise la réalisation des objectifs dans le temps défini.

Le facteur Genre reste une problématique qui demandera des stratégies, visions et projets pilotes innovants dans un contexte où la femme est fortement marginalisée aussi bien au niveau professionnel qu'au niveau privé dans l'ensemble de la zone d'intervention d'EDUKOR. La réflexion est en cours sur une prise en compte effective de la femme et de la jeune fille au sein du volet. Des pistes se dessinent à travers la concertation avec les partenaires mais seront adoptées lors du SMCL Q1 2016.

1.4. Conclusions

Résultats 2015

Le calendrier des activités DTF prévoyait l'élaboration des études de base afin de créer une baseline sur laquelle se concentreront les stratégies de la mise en œuvre. Les études ont été effectuées, dessinant clairement les forces et faiblesses existantes au niveau du système éducatif tout autant qu'au niveau des énergies du monde de l'emploi. Le contexte cité ci-dessous en décrit clairement l'état. Les conclusions des études de base poussent les gestionnaires du projet EDUKOR à se concentrer sur la réalisation d'un projet pilote de formation par alternance débutant à petite échelle par 5 institutions techniques (dans le secteur formel et informel), et intégrant successivement les écoles environnantes tout autant que les communautés. La place de la jeune fille y prendra une attention particulière en soutenant le secteur de la transformation agro-alimentaire.

Malgré le contexte économique difficile du Kasai Oriental, malgré le déclin des entreprises, malgré le milieu social marquée par une pauvreté grinçante, et malgré la marginalisation de la femme et de la jeune fille, le volet EDUKOR a su souffler un début d'énergie nouvelle au sein de la Province à travers l'instauration d'un cadre de concertation liant le monde de l'Education technique au monde du travail. Ces 2 Comités intègrent désormais les partenaires du terrain dans les réflexions communes de la mise en œuvre des stratégies et amplifient ainsi la responsabilisation des acteurs intégrés. Les Comités ont effectué, en dehors des tables rondes de concertation, des études de base offrant des bases de données pertinentes à la Province. Ils se réunissent mensuellement et offrent désormais les prérogatives à une intégration institutionnelle provinciale, comme le proclament le PIE[6]. Les études de base ont souligné l'importance de créer au sein de ces Comités des groupes thématiques visant les contenus des filières retenues et les liens avec le monde de l'emploi.

La stratégie sectorielle de l'Education prône la mise en œuvre des actions au niveau de l'accès, de la qualité et de la gouvernance. EDUKOR s'est attelé à ces 3 composantes :

- Accès : réflexions à l'accès et à la rétention des élèves dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel avec les partenaires provinciaux de la Division provinciale et du Ministère de l'Education lors des réunions périodiques au sein du Comité de Suivi. Une attention particulière est avancée face à la scolarisation des filles afin de combattre les mariages précoces, grave fléau au Kasaï Oriental.

[6] PIE = Programme interimaire de l'Education (2011-2015)

- Qualité : les partenaires de l'enseignement technique et professionnel ont été accompagnés en vue de l'élaboration d'une base de données sur les écoles techniques et professionnelles, sur l'accompagnement de la rédaction de 4 modules en gestion scolaire actuellement disponibles et ont été formés en Word/excel et planification scolaire axée sur les résultats.

- Gouvernance : Le projet soutient l'attention à la bonne gouvernance par la formation en gestion scolaire aux formateurs. Ceux-ci formeront à leur tour les chefs d'établissements des écoles techniques et professionnelles en la matière en 2016

La concertation avec les deux autres volets s'est avérée comme une condition sine qua non. Le secteur agricole retenu, la collaboration aussi bien au niveau des concertations face aux actions à mener dans les écoles agricoles et la transformation agro-alimentaire que la formation par les agronomes dans les établissements semble pertinente. La collaboration avec PRODEKOR semble se dessiner au-delà du soutien de désenclavement. L'éducation envers un réseau routier entretenu et exigeant l'implication de tout un chacun peut s'inscrire dans l'éducation et la sensibilisation dans les écoles techniques. Les élèves formés en mécanique générale trouveront un écho lors de la mise en œuvre des stratégies de désenclavement de la Province.

Fonctionnaire exécution nationale[2]	Fonctionnaire exécution CTB[3]
	C Van Even
	Catherine VAN EVEN

2. Monitoring des résultats

2.1. Evolution du contexte

2.1.1. Contexte général

La situation socio-économique du contexte n'a pas réellement changé durant la période de rapportage de celle définie lors de la phase de formulation. Selon l'Institut National de la statistique, l'ancienne province du Kasaï Oriental serait peuplée de 4 677 789 personnes avec 44% dans la tranche d'âge entre 15 et 49 ans[8]. Les mariages précoces, la polygamie et les relations extra-conjugales expliqueraient cette extrême jeunesse de la plus grande partie de la population. Un exode a été signifié depuis 2009.

L'explosion démographique a entrainé une urbanisation sauvage parfois sans titre de propriété et sans organisation d'espace privé et collectif.
L'accès à l'eau et à l'électricité est en régression.

Malgré le fait que la région regorge de potentialités ; l'activité d'exploitation diamantifère n'a pas de retombées économiques et sociales significatives à la hauteur des bénéfices réalisés par les exploitants industriels et artisanaux qui n'ont pas réinvestit dans la région. La faillite de la MIBA en 2008 entraine toujours de graves répercussions sur l'ensemble de la communauté et entraine un taux de chômage élevé. A côté de la SACIM[9], on trouve actuellement d'autres entreprises telles que BRASIMBA (entreprise Brassicole), BIOPHARCO (entreprise pharmaceutique), SOGAKOR (entreprise limonadière), la ferme KAKONA, les entreprises de téléphonie VODACOM, AIRTEL et ORANGE et des unités de purification d'eau.

En parallèle, l'exploitation du diamant a entrainé un désinvestissement ou un sous-investissement dans l'agriculture vivrière[10] et la nécessité d'importer des produits de base avec des risques importants pour garantir la sécurité alimentaire des populations. Pourtant le Kasaï offre de nombreuses opportunités pour une agriculture vivrière pérenne et maraichère.

Si on se réfère au Plan quinquennal de l'Emploi[11], une mauvaise appréciation du genre en résulte. Le plan avertit devant une pesanteur de la coutume, un faible taux de scolarisation des filles et d'alphabétisation des femmes, de mariages précoces tout autant que devant une augmentation de la mortalité maternelle.

2.1.2. Contexte institutionnel

En 2015, le découpage de la Province en trois Provinces administratives est devenu une réalité. Les Provinces du Kasaï Oriental, de Lomami et de Sankuru sont actuellement et pour une période transitoire, gouvernés respectivement par 3 Commissaires spéciaux, secondés à leur tour par 2 commissaires spéciaux adjoints en tant que « mesures transitoires exceptionnelles ». Les ministres ont été démis de leur fonction en attendant les élections provinciales, qui doivent impérativement précéder l'élection présidentielle prévue en novembre 2016.

Cette situation peut constituer un nœud d'incertitude institutionnelle la gouvernance du secteur de l'éducation dans la mesure où l'on peut comprendre la nomination des commissaires Spéciaux comme une « re-concentration » du pouvoir central équivalant à une perte d'autonomie des Provinces.

---

8 Plan d'action Opérationnel Consolidé (PAOC) de la Division provinciale de la santé au Kasaï Oriental 2015
9 SACIM = Société ANHUI CONGO d'exploitation minière
10 Dont le produit est essentiellement destiné à l'autoconsommation et à l'économie de subsistance.
11 Province du Kasaï Oriental, Plan quinquennal de croissance et de l'emploi 2011-2015

En effet, cette mesure entraine la suspension des différents Ministères provinciaux et par conséquent modifie la gouvernance des secteurs en faisant des entités déconcentrés la première instance de responsabilité en province. L'autonomie administrative était déjà largement handicapée par l'absence de 40 % de rétrocession des ressources financières et par l'absence d'une fonction publique provinciale.

La vision de mettre à la tête des provinces éducatives des Inspecteurs provinciaux principaux (IPP) non issus de la province en question, a été suivi par la nomination des PROVED originaires d'autres provinces. Ainsi le PROVED installé à l'Equateur a été nommé en octobre 2015 à la tête de la Division éducationnelle du Kasaï Oriental. Un autre PROVED est désormais à la tête de la Division au niveau de la Province de Lomami. Le changement de la personne du PROVED a entrainé un changement au niveau de l'énergie créée au sein du volet.

2.1.3. Contexte de gestion : modalités d'exécution

Les activités 2015 se sont déroulées sur un rythme élevé.
La seule personne du Co-responsable, dont fait état le DTF, et en harmonie avec les deux autres volets PRODAKOR et PRODEKOR qui n'en introduisent pas, a été remplacé par la dynamique de deux Comités[12] qui conseillent, orientent, encadrent et appuient. Ils peuvent de même implémenter aux niveaux institutionnels des décisions prisent de commun accord. Un co-responsable national sera recruté en 2016.

En plus d'être des cadres de concertation, ils informent les responsables du volet à tout temps et de façon immédiate, arrêtés et textes légaux à la main, sur la situation, évolutions, décisions, innovations prises aussi bien au niveau national, provincial que local. Le fait de les avoir inclus dès le début de la mise en œuvre, offre un cadre effectif, incluant le partenaire de façon immédiate et fonctionnelle, à une perspective de durabilité des résultats. Les acteurs impliqués portent dès à présent les objectifs et œuvrent avec et en dehors du volet EDUKOR pour créer un terrain propice à l'implémentation des stratégies.

Le volet EDUKOR s'inscrit dans la dynamique d'un programme Provincial. En dehors de l'équipe propre au volet, une équipe transversale ayant la gestion financière, logistique et administrative dans ses responsabilités, accompagne l'équipe au quotidien et offre un cadre de travail en harmonie à 100 % avec la législation d'un programme géré en régie par le partenaire belge. Une autre équipe transversale et en appui aux 3 volets collabore aux niveaux de la géolocalisation et de l'informatique, du renforcement des compétences, de la communication et du genre. L'appui du PRECOB a déjà prouvé son impact à travers la réalisation d'une analyse institutionnelle et fonctionnelle des partenaires éducatifs.

2.1.4. Contexte HARMO

Un plan de collaboration avec d'autres acteurs œuvrant dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel, tout autant que dans les contenus impliquant le genre et l'environnement sont élaborés pour les années à venir. La coordination du programme KOR a mis en route un calendrier de réunions dont la CTB KOR prendrait le lead.

En ce qui concerne la réhabilitation des bâtiments du PROVED, une collaboration a été signée avec **USAID** afin d'offrir des salles de réunions, informatiques, bureaux, sanitaires et kitchenette plus adaptées aux besoins, de pouvoir créer des espaces offrant des opportunités pour des projets générateurs de revenus et intégrer le Centre de Ressources USAID au même endroit, invitant ainsi les acteurs du monde de l'Education à se réunir dans un même espace.

La collaboration avec la **VVOB Rwanda** a vu le jour, en intégrant les modules en gestion

[12] Il s'agit du Comité de Concertation (qui dispose d'un Règlement d'Ordre Intérieur et qui est présidé par le Commissaire spécial, intégrant les acteurs du monde de travail formel et informel) et le Comité de Suivi (qui dispose d'un ROI et est présidé initialement pas la Ministre Provinciale de l'Education intégrant les acteurs de l'enseignement technique et professionnel).

scolaires (planification axée sur les résultats, gestion administrative, financière et pédagogique), élaborés par eux en 2010, dans un cycle de contextualisation, formation des formateurs et formations des acteurs finaux sur le terrain.

2.2. Performance de l'outcome

Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.

2.2.1. Progrès des indicateurs[13]- [14]

EDUKOR élabore sa baseline en Q1 2016. Le tableau ci-dessous mentionne la logique d'intervention et les indicateurs du DTF 2012. Ces éléments seront redéfinis lors du travail en équipe des missions backstooping de février 2016 (Mission backstopping – UCAG/Partenaires EDUKOR, Mission Backstopping MORE RESULTS)

. C'est ainsi que les valeurs 2016,2017 et 2018 ne sont pas intégrés à ce stade.

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Valeurs baseline	Valeur Indicateurs 2015
Impact: Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.	Augmentation du pourcentage des sortants (H/F) qui sont à l'emploi (travail journalier exclu) 6 mois après graduation	Pas de base de données sur cet indicateur au stade actuelle de l'étude baseline	0%
OUTCOME: Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des	Augmentation du taux de satisfaction des compétences et des capacités techniques des apprenants auprès des maîtres de stage	Stage obligatoire intégré depuis 3 ans - les entreprises déplorent la qualification insuffisante des élèves, mais ne peuvent quantifier les	0%

[13] Le cadre logique sera adapté aux résultats des études baseline et aux variations du contexte lors de Q1 de 2016. Ainsi les Indicateurs seront harmonisés à ce stade. Il s'agit donc ici dans ce rapportage d'indicateurs initialement retenus dans le DTF rédigé en 2012.

[14] Le travail sur les templates/indicateurs et états d'avancement a été réalisé en atelier invitant les partenaires aux réflexions

stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.		compétences	
	Augmentation du taux de réussite à l'examen d'état des apprenants.	Taux de réussite = 96 % à Ngandajika = 83 % Kasai Oriental [15]	0%
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**		**Cadre logique 2014 valeur année 2015**
	Augmentation du taux de réussite des filles à l'examen d'état des apprenants	Taux de réussite en 2015 = **KOR** : F = 81,6 % **Ngandajika** : F= 9,9% **TOTAL GENERAL** F = 46%	0%
	Augmentation de la proportion de filles parmi les finalistes certifiés par le CdR	0% CdR non rédigé	0%
	Augmentation des investissements provinciaux (public et privé) dans l'ETFP	Aucun investissement au moment de la baseline	0%
	Evolution positive des inscriptions et de la rétention dans les filières appuyées	Pourcentage des élèves inscrits dans les filières appuyées = NGANDAJIKA : 34, 01 % KOR : 31,54% TOTAL GENERAL : 32,77 %	0%
	Augmentation du taux de satisfaction des sortants sur leur employabilité	Pas de satisfaction à ce stade au niveau de la Province de KOR	0%
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**		

[15] Sources de l'inspection provinciale du Kasai Oriental 2015

Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique	L'ensemble CdR[16]-CDA est opérationnel	Les CDA ne sont à ce stade pas opérationnels (voir annexe centre d'application)	0%
	Au terme du projet (et au-delà), tous les établissements affiliés aux 3 CdR, depuis au moins 2 ans, dispensent des cours pratiques adaptés aux métiers enseignés [critères de qualité: les établissements biens gérés et entretenus avec des cours pratiques effectivement dispensés]	CdR pas encore en place	0%
	Augmentation du nombre d'apprenants des établissements ETFP affiliés qui bénéficient de cours pratiques adaptés (et productifs) au métier dans les 3 CDR ou dans les établissements affiliés, et bénéficient d'un stage [critères de qualité : définir le nombre minimal d'heures reçues dans les établissements ETFP cumulées avec les heures EdR ; analyse globale et détaillée filles-garçons]	CdR pas encore en place	0%
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**		
Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Un Plan ETFP provincial avec composante insertion professionnelle ou le genre et l'environnement sont intégrés est disponible, mis en œuvre, suivi et mis à	Plan non réalisé à ce stade	20% (première version plan ETFP provincial)

[16] EDUKOR ne constituera pas de Centres de ressources mais des Carrefours de Formations. Les éléments du DTF 2012 pas encore réécrite à ce stade en 2015, l'équipe EDUKOR a laissé le cadre logique tel quel.

	jour [critères de qualité : budgétisés et approuvés par les partenaires principaux, y compris les représentants du secteur privé et de la société civile, incluant des critères de qualité pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan]		
	La mise en œuvre des mandats du personnel des services déconcentrés est améliorée	Mandats du personnel des services déconcentrés bien définis	10% (formation en gestion scolaire)
	Les établissements affiliés disposent d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, ainsi qu'un UFE opérationnelle	Sur X nombre d'écoles techniques en filières appuyées Y disposent d' d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, ainsi qu'un UFE X établissements disposent de ces organes opérationnels	COGES : 129/ 229 écoles techniques. COPA : 229 / 229 écoles. GOUVERNEMENT DES ELEVES : 229/229 écoles techniques. UFE : 3 / 229 écoles techniques.
	Le système de suivi et évaluation est amélioré au niveau institutionnel provincial		10 % (formation en planification)
	Organisation d'une concertation annuelle des interventions en ETFP afin de décider des actions à mettre en œuvre pour les points essentiels de la stratégie ETFP [critères de qualité : tous les documents des interventions doivent être prévus : tableau de bord des indicateurs, journal	0% au moment de l'étude de base	50 % (Comités de Suivi et de Concertation)

	des leçons apprises, …]		
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**		
Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Pourcentage d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle [critères de qualité : définir ce qui fait qu'un sortant est dit suivi ; sur cette base il faudra les comptabiliser…]	0 % d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle	0%
	Augmentation du pourcentage des apprenants et des sortants qui démontre une amélioration d'employabilité suite aux évaluations positives des stages et grâce à l'accompagnement	0%	0%

Les établissements affilés : le terme affilé n'est pas encore bien défini.

2.2.2. Analyse des progrès réalisés

Lors de cette année 2015 les premières activités de renforcement de capacités ont eu lieu en vue de **l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel**. Le Comité de Suivi agit actuellement comme **une équipe**, et non plus comme des personnes fonctionnant comme des entités à part. Le bureau en charge de la planification se concerte désormais avec les acteurs agissant sur le terrain (ex. harmonisation des calendriers des inspecteurs aux activités de la planification sectorielle de la Province). Le fait que le CdS[17] se réunit **mensuellement** permet une **programmation commune** des activités tout autant qu'une é**valuation** et suivi du progrès.

Tous les chefs d'établissement des écoles techniques (Cycle court et cycle long) ont été sensibilisés envers l'importance de la **gestion scolaire** à travers un atelier d'un jour. Les inspecteurs provinciaux ont aussi bien collaboré à la contextualisation de modules en gestion scolaire et ont par après été formés en planification scolaires axée sur les résultats. Ces inspecteurs, qui ont dans leurs attributions fonctionnelles en dehors de l'évaluation et le contrôle, la formation des enseignants et des chefs d'établissements formeront à leur tour en Q1 2016 les chefs d'établissement en planification scolaire.

L'octroi des motos aux inspecteurs et des ordinateurs permet une plus grande mobilité afin d'effectuer les visites du terrain et de transmettre des rapports qui constitueront désormais une base de données actualisée sur les écoles techniques et professionnelles de la Province du Kasaï oriental et du territoire

[17] Comité de suivi : organe mis en place par EDUKOR réunissant les acteurs provinciaux de l'enseignement technique et professionnel déconcentrés et décentralisés. La Ministre provinciale de l'Education a été démise de ses fonctions en novembre 2015 suite à la nouvelle constellation politique provisoire dans la province laissant le plein pouvoir institutionnel de l'Education provinciale au PROVED.

de Ngandajika.

La difficulté de découpage de la Province du Kasaï Oriental en trois Provinces politiques et le changement de la personne physique du PROVED provenant de l'Equateur, interrompt en quelque sorte la dynamique en cours, vu la constitution nouvelle des membres de la SMCL.

Les études de base ont permis de constituer une base de données actualisée identifiant toutes les écoles techniques et professionnelles. L'enquête sur le fonctionnement des centres non formels de formation offriront des bases pour l'élaboration de stratégies à court, moyen et long terme sur l'insertion professionnelle et pour l'adéquation formation-emploi.

Un atelier invitant les membres du CdC à se focaliser sur le lien actuel entre les entreprises et les écoles techniques a permis de visionner l'état actuel de **la collaboration entre les entreprises et les écoles techniques**[18].

2.2.3. Impact potentiel

Il est un fait que l'outcome actuellement formulé dans le cadre logique reste d'actualité en vue d'accéder à un meilleur accès de jeunes, filles et garçons à une formation de qualité dans le système de l'enseignement technique et professionnel et à l'offre de main-d'œuvre qualifiée en vue d'augmenter les perspectives d'emploi ou d'auto-emploi, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.
Néanmoins, vu les changements actuels aussi bien politiques[19] qu'institutionnels et suite aux résultats des études de base qui sont en phase d'analyse, les indicateurs des outputs subiront quelques amendements, qui seront plus en harmonie avec les stratégies à mettre en œuvre et avec la réalité actuelle du terrain. En dehors de cinq Ministères[20] actuellement liés à l'enseignement technique et professionnel, un nouveau Ministère spécifique a vu le jour en décembre 2014, ayant la formation technique dans ses attributions. Ni les tâches et responsabilités, ni les domaines de pouvoir institutionnel ou les limites d'ingérence entre l'actuel MINEPS-INC et le MINETP ne sont à ce jour clairement définis.

Le fait que les Espaces de Ressources ne sont plus en vigueur, que désormais 13 centres d'application figurent comme centres institutionnellement définis comme centres de formation des écoles techniques environnantes dans la Province du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika et que les Centres de Ressources ne sont plus définis par le Ministère de l'Education centrale, les stratégies seront redéfinies lors du Q1 2016.

Ce travail de réécriture du cadre logique et des indicateurs sera effectué avec les partenaires du terrain et à travers une mission backstopping intégrant les membres du siège CTB, de l'UCAG de Kinshasa et des collègues œuvrant dans les autres provinces. La SMCL se prononcera sur l'adoption de la nouvelle présentation.

---

18 L'atelier a permis de débuter une base de données sur des indicateurs bien précis de collaboration actuelle et envisagée dans le futur telles que : *nombre de stage par an, nombre de stagiaires, stade de compétences des stagiaires au début du stage, degré de qualification des maitres de stage, etc*

19 Voir contexte institutionnel point 2.1.2

20 Il s'agit des Ministères de la Jeunesse, de l'emploi et du travail, du plan, du …

2.3. Performance de l'output 1

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Obervation	Valeur de la Baseline	Valeur année 2015
Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique	L'ensemble CdR-CDA[21] est opérationnel	Les CDA ne sont à ce stade pas opérationnels (voir annexe centre d'application)		0%
	Au terme du projet (et au-delà), tous les établissements affiliés aux 3 CdR, depuis au moins 2 ans, dispensent des cours pratiques adaptés aux métiers enseignés [critères de qualité: les établissements biens gérés et entretenus avec des cours pratiques effectivement dispensés]	CdR pas encore en place		0%
	Augmentation du nombre d'apprenants des établissements ETFP affiliés qui bénéficient de cours pratiques adaptés (et productifs) au métier dans les 3 CDR ou dans les établissements affiliés, et bénéficient d'un stage [critères de qualité : définir le nombre d'heures minimale reçu dans les établissements ETFP cumulées avec les heures EdR ; analyse globale et détaillée filles-garçons]	CdR pas encore en place		0%

[21] Le terme d'Espace de ressource a été changé ici en Centre d'application, vu le contexte actuel

État d'avancement des principales activités [22]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique				
Etablir les Espaces de Ressources (6)[i] et prévoir le développement du Centre de Ressources		B		
Développer une stratégie d'appui différencié en faveur des centres ETFP (plusieurs cercles d'appui)		B		
Organiser la formation pratique des élèves et apprenants des écoles techniques et centres de formation affiliés [23]		B		
Organiser la formation technique des formateurs enseignants des établissements ETFP (institutions hôtes, centres affiliés + éventuellement 3ième cercle) [24]		B		
Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP sélectionnés et affiliés		B		
Promouvoir l'ETFP	A			

2.3.1. Analyse des progrès réalisés

a) Etablir 6 Espaces de ressources et prévoir le développement du centre de Ressource :
Comme mentionné dans les chapitres précédents, le cadre logique sera retranscrit lors de Q1 2016. Les *Espaces de ressources* et les *Centres de ressources* ont été annulés dans la vision officielle du Ministère de l'enseignement technique et professionnel. Des ***Centres d'application*** figurent désormais comme acteurs officiels devant former à leur tour les écoles techniques environnantes. Néanmoins les analyses de bases ont démontrés qu'aucun centre officiellement nommé des 13 centres d'application dans la Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika n'est aujourd'hui en mesure de former faute de professeurs qualifiés, de matériels et d'ateliers de formation. Les structures des UFE[25] officiellement intégrées dans toutes les écoles techniques et professionnelles existent théoriquement mais ne fonctionnent nulle part.

b) *Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP sélectionnés et affiliés*
Lors de l'année 2015 la réhabilitation de l'Ecole ITAV de Ngandajika a commencé et la fin des travaux est prévue pour Q1 2017. Cette école, sensée devenir un centre de formation pour les écoles environnantes, offre un espace propice à l'accueil d'autres établissements, dispose déjà d'une structure variée pour l'enseignement agricole et vétérinaire et se dit prête à intégrer la collaboration active de la communauté environnante tout autant que des entreprises féminines travaillant dans l'agro-alimentaire.

c) Promouvoir l'ETFP
Lors de chaque activité publique d'EDUKOR de cette année, la sensibilisation de la promotion de l'enseignement technique et professionnel a été effectuée à travers des messages verbaux, des jeux de théâtre sur le terrain, la confection de TShirts et la publication d'un dépliant.

---

22 A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

23 Cette activité démarrera en 2016

24 Idem 8

25 UNITE FORMATION EMPLOI créée dans toutes les écoles techniques et professionnelles permettant d'intégrer la formation technique et d'établir le lien avec les entreprises de terrain.

2.4. Performance de l'output 2

2.4.1. Progrès des indicateurs

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Valeur de la Baseline	Valeur année 2015
Output 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Un Plan ETFP provincial avec composante insertion professionnelle ou le genre et l'environnement sont intégrés est disponible, mis en œuvre, suivi et mis à jour [critères de qualité : budgétisés et approuvés par les partenaires principaux, y compris les représentants du secteur privé et de la société civile, incluant des critères de qualité pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan]	Plan non réalisé à ce stade	20% (première version plan ETFP provincial)
	La mise en œuvre des mandats du personnel des services déconcentrés est améliorée	Mandats du personnel des services déconcentrés bien définis	10% (formation en gestion scolaire)
	Les établissements affiliés disposent d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, ainsi qu'une UFE opérationnelle	Sur X nombre d'écoles techniques en filières appuyées Y disposent d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, ainsi qu'une UFE X établissements disposent de ces organes opérationnels	1 %
	Le système de suivi et évaluation est amélioré au niveau institutionnel provincial		10 % (formation en planification)
	Organisation d'une concertation annuelle des interventions en ETFP afin de décider des actions à mettre en œuvre pour les points essentiels de la stratégie ETFP [critères de qualité : tous les documents des interventions doivent être prévus : tableau de bord des indicateurs, journal des leçons apprises, …]	0% au moment de l'étude de base	50 % (Comités de Suivi et de Concertation)

2.4.2. Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [26]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 2. Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP				
Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial	A			
Appuyer la gestion responsable et transparente des ressources au niveau des établissements ETFP affiliés	A			
Appuyer les inspecteurs provinciaux dans leur fonction	A			
Appuyer la collaboration systématique avec les organisations du secteur privé	A			
Appuyer la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs impliqués au niveau provincial et local	A			
Réhabiliter les infrastructures de la division provinciale de l'EPSP		B		
Renfort au système de suivi et évaluation au niveau provincial	A			

2.4.3. Analyse des progrès réalisés

Progrès réalisés par rapport à l'attente de l'output :

a) Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial :

b) Le volet EDUKOR a soutenu les acteurs provinciaux de l'enseignement technique à élaborer un plan d'action 2015 afin de permettre la coordination des activités.

c) Les 2 Comités (CdS et CdC) ont élaboré leurs ROI, ont permis la visite sur le terrain des entreprises du Kasaï Oriental et se sont réunis régulièrement (réunions et ateliers) en vue de se concerter sur les stratégies à mettre en place pour renforcer le lien entre les acteurs économiques et ceux de l'Education.

d) Appuyer la gestion responsable et transparente des ressources au niveau des établissements ETFP affiliés et

e) Appuyer les inspecteurs provinciaux dans leur fonction

f) Renfort au système de suivi et évaluation au niveau provincial :

- Les inspecteurs en charge de la formation ont contextualisés 4 modules en gestion scolaire[27], ont présenté leurs contenus à tous les chefs d'établissements des écoles techniques et professionnelles lors d'un atelier[28] à la MIBA et ont été formés à leur tour en *planification scolaire axée sur les résultats*[29]. Ces activités permettront à tous les établissements en 2016 de mettre en place des **plans stratégiques** pour leurs établissements respectives, d'agir selon des **plans d'actions** annuels et d'élaborer des **projets d'établissements** gérés de façon effective, transparente et axées sur les résultats.
- Les inspecteurs provinciaux et les membres du Ministère provincial de l'Education, ayant

[26] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

[27] Il s'agit de modules de formation en gestion scolaire dont 1. *La planification scolaire axée sur les résultats, 2. La gestion administrative, 3. La gestion financière transparente axée sur les résultats et la gestion pédagogique axée sur l'approche par compétence.*

[28] Atelier tenu à la MIBA en août 2015 devant 326 chefs d'établissement les invitant à débuter l'année scolaire avec la définition claire de leur *VISION* et *MISSION*

[29] 2 membres d'EDUKAT, 1 membre de l'UCAG et un membre de l'Inspection générale ont participé à la formation.

dans leurs responsabilités le suivi des écoles techniques se sont vus attribuer à travers l'appui d'EDUKOR un budget pour effectuer l'étude de base sur l'identification de toutes les écoles techniques et professionnelles du Kasaï Oriental et du territoire de Ngandakika. 10 motos ont été mises à disposition à cet effet. Un questionnaire détaillé[30] a été élaboré en concertation avec tous les partenaires impliqués. La descente sur le terrain s'est effectuée lors des mois de vacances de juillet et août 2015.

g) Réhabiliter les infrastructures de la division de l'EPSP

Un accord, signé avec le partenaire international USAID, a permis d'augmenter les capacités de la rénovation des bâtiments de la division éducationnelle provinciale. Le centre de Ressource de l'enseignement primaire, prévu par USAID, sera confectionné dans la même enceinte ce qui permettra la formation des acteurs éducatives dans l'enceinte du PROVED, l'inclusion des partenaires éducatifs sur le même terrain, une augmentation de salles de réunions et informatiques bibliothèques sur place et des opportunités de projets générateurs de revenus. Les marchés publics ont été lancés et les préparations permettent le début de l'exécution des travaux en avril 2016. Les travaux de l'école primaire, qui abritera les élèves, qui fréquentant actuellement l'établissement primaire situées dans la cour du PROVED, seront finis en février 2016. Les équipements de bancs seront fournis par les travaux des écoles techniques de la région, ayant la menuiserie dans leurs attributions.

Le volet EDUKOR s'est confronté à certaines difficultés de terrain : la province éducationnelle de Ngandajika 3 est actuellement trop enclavée afin qu'un travail de suivi, évaluation et formation puisse s'effectuer par les partenaires en charge de ces tâches. PRODEKOR a intégré une priorisation de la réhabilitation des axes routiers qui mènent vers cette zone dans son plan d'exécution des actions de désenclavement.

Les études de base démontrent un taux extrêmement faible d'écoles techniques en mesure aujourd'hui d'évoluer dans un laps de temps limité de 3 ans vers des écoles techniques et/ou professionnelles performantes et pour l'enseignement de leurs propres élèves d'abord et ensuite pour la formation des écoles environnantes. Les stratégies seront adaptées à ces données lors de la transcription du cadre logique en Q1 2016.

2.5. Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Valeur de la Baseline	Valeur année 2015
Output 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Pourcentage d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle [critères de qualité : définir ce qui fait qu'un sortant est dit suivi ; sur cette base il faudra les comptabiliser…]	0 % d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle	0%
	Augmentation du pourcentage des apprenants et des sortants qui démontre une amélioration d'employabilité suite aux évaluations positives des stages et grâce à l'accompagnement	0%	0%

[30] Le questionnaire se focalisait sur l'obtention des indicateurs de base incluant la situation matérielle et humaine initiale de l'école, la gestion scolaire, les activités réalisées concernant la formation technique et le lien avec le monde de travail (stages, UFE, formations, etc). Le questionnaire a servi comme base à EDUQUA pour l'identification des écoles sur le terrain.

2.5.2. Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [31]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Output 3: Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle				
Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi[32]		B		
Accompagner les sortants à la recherche d'emploi[33]		B		
Organiser des formations pointues de courte durée pour les sortants et les travailleurs des entreprises du secteur formel ou informel [34]		B		
Développer un programme d'encadrement des initiatives d'entreprenariat féminin au niveau	A			

2.5.3. Analyse des progrès réalisés

L'ATI responsable de l'Insertion socio-professionnelle a intégré l'équipe en octobre 2015. Les visites sur le terrain et les échanges avec les acteurs sur place (équipe EDUKOR, CdC et CdS) ont permis la réflexion à une nouvelle vision sur un projet pilote basé sur ***la formation par alternance***. Un premier atelier sur le thème de *l'adéquation formation-emploi*[35], réalisé en novembre 2015, recueillait les données auprès des entreprises sur le degré de satisfaction actuelle de la performance des élèves lors des stages, de leurs compétences professionnelles lors de l'exécution des stages et sur les pourcentages d'intégration de stagiaires annuellement dans les entreprises de la province.

Au niveau du territoire de Ngandajika, les 4 réunions tenues avec les entreprises des femmes ont permis de mettre sur pied le premier draft d'un projet intégrant la communauté envers l'autonomisation des femmes à travers des initiatives dans l'agro-alimentaire. Un atelier a été organisé à Mbuji Mayi au cours duquel une femme entrepreneuse[36] de la province du Kongo Central a été invitée à partager les différentes étapes et les difficultés qu'elle a rencontré avant de connaître le succès de son projet sur terrain.

---

31 A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

32 Prévu pour 2016-2019

33 Idem 10

34 Idem 10

35 Cet atelier a été réalisé le 5 et 6 novembre 2015 à Mbuji Mayi invitant les chefs des plus grandes entreprises de la ville et les représentants déconcentrés de l'enseignement technique et professionnel à une réflexion commune sur la situation actuelle de l'adéquation formation-emploi.

36 Il s'agit de Madame Gratitude Ntonda Mandiangu qui est l'initiatrice et directrice de la société CETRAPEL.

2.6. Thèmes transversaux

2.6.1. Genre

EDUKOR continue systématiquement à sensibiliser les partenaires sur la cause de la femme dont le statut est gravement sous valorisée dans la Province.

Le plan quinquennal pour la croissance et l'emploi 2011-2015 mentionne : *i) une mauvaise appréhension du genre, ii) une pesanteur de la coutume ; iii) un faible niveau de scolarisation des filles et d'alphabétisation des femmes (estimation de 52% d'analphabètes parmi les jeunes femmes de 14 à 25 ans), iv) sous-estimation de la femme ; v) des mariages précoces et de la polygamie (on peut y ajouter des grossesses à risques avec un taux relativement élevé de mortalité) ; vi) une faible représentation de la femme dans les institutions de prise de décision (estimée à 7%)*.

A ces réalités il faut ajouter une situation qualifiée de très préoccupante par la Division provinciale de la santé du Kasaï Oriental concernant la santé maternelle. Une maison de la femme est sur le point d'être organisée.

Une brochure sur l'intégration de jeunes filles dans l'enseignement technique et professionnel a été réalisée par EDUKOR et distribué lors des réunions officiellement organisées par le Ministère du genre dans la province le jour du 8 mars 2015.

Lors de chaque atelier et/ou formation organisé par EDUKOR, l'importance de la revalorisation de la jeune fille et de la femme a été mise en avant. Des tshirts ont été distribués dans ce sens mentionnant des messages clairs en français et en tshiluba.

Convaincue que les actions ne peuvent porter des fruits si les acteurs qui sont les porteurs des messages ne soient pas convaincus de leur importance, des sessions ont vu le jour au sein de l'équipe KOR, invitant chaque collaborateur à réfléchir ensemble lors du dernier vendredi du mois autour d'une boisson offerte sur la question.

Ces réunions informelles réunissent aussi bien les chauffeurs que les chefs de projets, les comptables que les agents de l'état inclus dans le programme et se focalisent sur des échanges de discussions, brainstorming, pièces de théâtre, analyses, etc. Il s'avère que le personnel participe nombreux à ces réunions et dépassent les heures de clôture des bureaux. Une évolution se remarque lentement. L'assemblée teint à ce que la culture du pays soit honorée et à ce que des activités intégrant les valeurs culturelles voient le jour avec le but de rehausser le statut de la femme et de la jeune fille.

2.6.2. Environnement

L'environnement s'intègre entièrement dans l'optique du programme KOR. EDUKOR s'associe aux visons de PRODAKOR et PRODEKOR, qui visent à travers leurs activités au quotidien une amélioration de l'attention accordée sur l'environnement. La sensibilisation est répétitive (à travers des discussions, prise de paroles et Tshirt) et intense. La question actuelle dans la contrée du Kasaï Oriental reste la pollution massive de l'environnement dans le quotidien par les milliers de sacs en plastique, surtout en milieu urbain, qui se trouvent en masse sur les rues, dans les marchés et sur les champs.

Un atelier commun du programme KOR sur la promotion des actions environnementales dans nos activités a été organisé le 26 novembre 2015, faisant de l'attention à l'environnement un point essentiel dans nos stratégies d'intervention.

2.6.3. Autres

2.7. Gestion des risques

CODE PROJET	1217211
NOM PROJET	EDUKOR
ANNEE DE REFERENCE	2015
TRIMESTRE DE REFERENCE	

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Diminution de la croissance	2012 - formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Suivi à travers les études des besoins et à travers les structures de concertation avec les acteurs économiques Appuyer la Province à l'élaboration du plan Quinquennal de croissance et de l'emploi des provinces de KOR et de Lomami pour 2016-2020	EDUKOR - GOUVERNORAT	Q1 2015-Q4 2018		En cours

						Elaborer des visions de plans de relance avec les élèves dans les écoles techniques et professionnelles à travers des projets d'auto-emploi	EDUKOR-PROVED-MINEDUC	Q1 2015-Q4 2018		
Manque d'opportunités d'emploi et de génération d'activités professionnelles	2012-formulation	OPS	High	High	Very High Risk	Suivi à travers les études des besoins et à travers les structures de concertation avec les acteurs économiques	MIN du PLAN/TRAVAIL et EDUKOR	Q1 2015-Q4 2018		En cours
						Collaboration avec le secteur socioéconomique	EDUKOR - CDC	Q4 2015-Q4 2018		
						Gestion scolaire basée sur l'entrepreneuriat et la création de l'auto-emploi	EDUKOR – PROVED- CdC	Q3 2015-Q4 2018		
Manque de partenariat avec le secteur privé	2012-formulation	DEV	High	High	Very High Risk	Mise en œuvre des UFE	EDUKOR – PROVED-ECOLES TECHNIQUES	Q4 2016 – Q4 2018		En cours
						Création du Comité de Concertation	EDUKOR, Gouvernorat et Acteurs économiques	Q2 2015-Q4 2018		
						Création du Comité de Suivi	EDUKOR - Acteurs économiques et PROVED	Q2 2015-Q4 2018		

Manque de places de stages	2012-formulation	OPS	Medium	High	MEDIUM Risk	Ouverture de stages dans le secteur informel	SECTEUR PRIVE + EDUKOR	Q4 2015-Q4 2018		En cours
						Plan d'action avec le CdC pour l'intégration des places de stages dans les entreprises existantes	CdC - EDUKOR	*Q3 2015-Q4 2018*		
						Expertise insertion socio-professionnelle dans les établissements techniques	EDUKOR	*Q3 2015-Q4 2018*		
Durabilité de l'approche non garantie	2012 - formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Mise en réseau des partenaires ETFP	EDUKOR-PROVED-MINEDUC - SECTEUR INFORMEL	Q2 2015-Q4 2018		En cours
						Appui institutionnel et développement des capacités au niveau provincial et local des services compétents décentralisés et déconcentrés	EDUKOR - PROVED-MINEDUC-MIN PLAN/DU TRAVAIL/DELA JEUNESSE ET GENRE			
						Création du CdS et CdC	Partenaires éducatifs et économiques			
						Recherche de modèles de financement	PROVED-ENTREPRISES	Q1 2016-Q4 2018		

Enclavement des zones d'intervention	2012-formulation	REP	Medium	High	High Risk	Approche concentrique	EDUKOR	Q1 2015-Q4 2018		En cours
						Sensibilisation de communautés sur l'entretien des routes réhabilitées	KOR	Q1 2016-Q4-2018		
						Collaboration avec PRODEKOR	programme KOR	Q3 2015-Q4 2018		
Faible prise en compte du genre de façon transversale	2012-formulation	DEV	Medium	High	High Risk	La participation, le ciblage et la responsabilité des femmes sont prises en compte	EDUKOR-MIN du GENRE	Q1 2015-Q4 2018		En cours
						Implication de la responsable GENRE de façon transversale dans l'équipe KOR	KOR	Q1 2016 – Q4 2018		
						Programme de Sensibilisation des communautés avec un accent particulier sur les hommes	Partenaires de la Province KOR et Lomami	Q1 2015-2018		
						collaboration avec les associations féminines	EDUKOR - secteur privé et informel	Q1 2015-Q4 2018		
Non appropriation durable par les partenaires de la nouvelle approche selon le concept CdR-EdR	2012-formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Les concepts ont déjà changés en 2015 en CdR et CdA				En cours
						Dessiner un concept CdR contextualisé intégrant les entreprises existantes	EDUKOR-	Q3 2015-Q4 2018		

Absence de motivation réaliste des élèves et donc abandon durant les études, les formations	2012-formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Amélioration de la gestion scolaire/ de la qualité de l'enseignement à travers des formations performantes techniques et des adéquations au monde de l'emploi	EDUKOR-PROVED-MINEDUC			En cours
						Collaboration avec les entreprises et les acteurs économiques	EDUKOR et CdC			
Détournement du fonctionnement CdR-EdR par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte	2012 - formulation et EDUKOR dès 2015	OPS	Medium	High	High Risk	Plaidoyer entrainant un changement institutionnel sur les flux d'argent provenant des écoles - en harmonie avec la nouvelle stratégie de l EPSP	EDUKOR-Partenaire-Société civile	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						intégration de la gestion scolaire (gestions financière, administrative, planification, pédagogique et entrepreneuriale)	EDUKOR-PROVED-MINEDUC	Q3 2015-Q4 2018		
Manque de personnel qualifié et compétent	2012 - formulation	DEV	Medium	High	High Risk	Formation du personnel dans les écoles retenues	EDUKOR-PROVED	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Formation de suivi et évaluation de l'inspection scolaire	EDUKOR	Q1 2016-Q4 2018		
						Instauration de normes de qualité	EDUKOR-PROVED-IGE	Q3 2016-Q4 2018		

						Instauration de fiches d'auto-évaluation	EDUKOR-PROVED-IGE	Q1 2016-Q4 2018		
Risque de mauvaise utilisation et maintenance des équipements	2012-formulation + EDUKOR 2015	DEV	Medium	High	High Risk	Instauration des formations sur la maintenance	EDUKOR	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Instauration des plans d'action de maintenance	EDUKOR	Q1 2016-Q4 2018		
						Elaboration des manuels de gestion, de maintenance et instauration des barèmes des sanctions	PROVED – MINEDUC	Q1 2016-Q4 2018		
Risque d'absence d'électricité	2012-formulation	DEV	High	High	Very High Risk	Instaurer les dynamiques de la conditionnalité	EDUKOR - MINEDUC - GOUVERNORAT -	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Plaidoyer en faveur de la réhabilitation de la centrale électrique de Tshala et de la diffusion du courant à tous les habitants de la Province	KOR et tous les partenaires – société civile			
						Formation à la MIBA sur les réparations des turbines de Tshala	EDUKOR-MIBA	Q3 2016-Q4 2018		
Manque de budget pour la mise en œuvre du plan provincial (qui n'est pas élaboré à ce jour)	2012-formulation	FIN	Medium	High	High Risk	Plan d'action et stratégique	GOUVERNORAT	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Instaurer le renforcement de capacités sur le suivi et évaluation	GOUVERNORAT - ETFP	Q2 2016-Q4 2018		

						*Instauration des **partenariats** entre l'ETFP et le secteur privé*	CdC - EDUKOR	Q3 2015-Q4 2018		
Manque de transfert de la formation vers le lieu de travail	2012-formulation	OPS	Medium	High	High Risk	Coaching et accompagnement continu par le projet (ATN et ATI)	EDUKOR	Q2 2016-Q4 2018		En cours
						CdR met en œuvre des programmes de formation avec le secteur privé	EDUKOR - secteur privé et informel	Q2 2016-Q4 2018		
Les UFE dans les écoles ne sont pas opérationnelles voir inexistantes	2012-formulation + EDUKOR 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Création des UFE dans toutes les écoles retenues	EDUKOR-PROVED-FEC	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Suivi et évaluation des UFE et leur impact sur l'emploi	EDUKOR-PROVED	Q2 2016-Q4 2018		
						Liens continue avec ONEM et le secteur PRIVE	ONEM - ETFP	Q3 2015-Q4 2018		
Le secteur privé n'engage pas les A2, A3	2012 formulations	REP	Medium	Medium	Medium Risk	Lien entre le secteur privé et les A2 à travers le CdA	CdA - EDUKOR	Q3 2015-Q4 2018		En cours
						Sensibilisation	EDUKOR-Gouvernorat - Secteur public et prive	Q1 2016-Q4 2018		
						Instauration des bons exemples	EDUKOR - PROVED	Q1 2017 - Q4-2018		
Lourdeur de la gestion administrative et	2012-formulation	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Recruter un logisticien dans l'équipe	EDUKOR	Q3-2015 - 04 2018		En cours

logistique						Formation en gestion	EDUKOR	Q1 2016-Q4 2018		
Lenteur des processus de Marchés publics	2012-formulation	FIN	Medium	Low	Low Risk	Appui de l UCAG	UCAG	Q1 2015-Q4 2018		En cours
Manque de responsabilisation des partenaires	2012 formulations	DEV	Medium	High	High Risk	Transparence dans la mise en œuvre, associer les partenaires provinciaux aux différents niveaux, dans les modalités et la planification des activités afin d'améliorer leur efficacité	CDS et CDC	Q1 2015-Q4 2018		En cours
						Intégrer des mécanismes de motivation non pécuniaires	EDUKOR-PROVED-ETP			
Le vide juridique de la contractualisation CdR-EdR	2012-formulation	JUR	Medium	Medium	Medium Risk	Dialogue politique	Gouvernorat-PROVED-MINEDUC	Q1 2016-Q4 2018		En cours
						Engagement du partenaire national	MIN du PLAN/TRAVAIL et EDUKOR	Q1 2016-Q4 2018		

3. Pilotage et apprentissage

Le rapport de la SMCL du 29 mars 2015 mentionne les points suivants :

EDUKOR a démarré ses activités 9 jours après la signature de la Convention spécifique. Les membres de la SMCL ont mentionné leur appréciation de la bonne collaboration qui s'est instauré avec le monde de travail au Kasaï Oriental. Ils apprécient de même les échanges avec les programmes similaires, spécifiquement avec EDUKAT.
Les membres de la SMCL approuvent le site choisis par USAID pour la construction d'un centre de ressource (enseignement de base et formation continue) et suite à ce choix la collaboration avec CTB pour la réhabilitation sur le même site des bâtiments de la division provinciale de l'Education.
La SMCL donne le feu vert aux travaux de réhabilitation de l'ITAV Ngandajika comme école pilote.
Les membres de la SMCL proposent que la personne du PROVED soit intégrée dans les 2 comités.
Il est de même proposé que le directeur provincial de la FEC et de COPEMECO, tout autant que le PROVED soient systématiquement invités comme membres observateurs aux réunions de la SMCL.
Un laps de temps de 18 mois après la tenue de la SMCL est maintenu pour définir les contrats éventuels avec les centres de ressources.
Il est à noter que toutes les recommandations de la SMCL ont été exécutées et documentés dans les rapports.

3.1. Réorientations stratégiques

Seront effectuées en Q1 2016

3.2. Recommandations

Les recommandations seront rédigées après la confection de l'étude base line prévu en Q1 2016.

Recommandations	**Acteur**	**Date limite**
Description des recommandations	*L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation*	*p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1*

3.3. Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
1. L'absence de lien entre le monde de travail et le monde de l'enseignement technique a poussé l'équipe EDUKOR à offrir de l'espace à la création **de deux comités** intégrant ces deux entités. Le cadre de concertation ainsi créé apporte un atout de taille aux réflexions commune en vue de l'amélioration de l'adéquation formation-emploi	• Comité de Suivi • Comité de Concertation
2. La gouvernance reste un élément de taille face à la pérennisation des stratégies à intégrer au niveau provincial face aux partenaires de l'enseignement technique et professionnel. S'atteler à la formation en **gestion scolaire** (= incluant le projet d'établissement) est un sine qua non pour la gestion transparente et adéquate des établissements techniques et professionnelles.	Partenaires éducatifs de l'enseignement technique et professionnel
3. Les ateliers avec les partenaires du monde de travail ont démontré l'insatisfaction des entreprises face à la qualification des élèves stagiaires tout autant que des sortants. La piste de **la formation par alternance** se dessine afin d'harmoniser les compétences des sortants aux besoins des entreprises et d'offrir des embauches aux sortants.	Sortants des écoles techniques et entreprises de la région
4. En vue de la pérennisation des stratégies débutées par l'équipe EDUKOR et les partenaires, des échanges avec le niveau central semblent primordiaux. Le partage des expériences du terrain marque un intérêt chez les décideurs politiques qui soutiennent officiellement l'expérimentation sur le terrain afin d'y puiser de leçons apprises pour les autres Provinces.	Partenaires provinciaux et partenaires du niveau central
5. La situation de la femme et de la jeune fille au Kasai Oriental et dans le territoire de Ngandajika est difficile. La collaboration avec des femmes entrepreneuses dans le domaine de l'agro-alimentaire, liant les entreprises aux écoles agricoles de la région, peut créer des synergies qui bénéficient et aux échanges avec les communautés et à l'autonomisation des femmes.	L'ITAV Ngandajika, ITAV Mazarello, groupe des femmes entrepreneuses de Ngandajika

4. Annexes

4.1. Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
			C	
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?		
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
x	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
X	**C**	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	X			
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
X	**A**	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.

	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
X	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année 2019				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		

	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
4.1 Durabilité financière/économique ?					
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.			
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.			
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.			
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.			
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?					
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.			
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.			
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.			
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.			
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?					
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.			
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.			
X	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises[ii]			
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.			
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?					
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).			

X	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

[ii] « La durabilité de l'intervention est limitée par le faible d'appui politique. Des mesures correctives sont requises » l'Assemblée a préféré souscrire à cette thèe qu'au lieu de la phrase C énoncée

4.2. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

CODE PROJET	RDC12 172 11
NOM PROJET	EDUKOR
ANNEE DE REFERENCE	2015
TRIMESTRE DE REFERENCE	Q1

*	Source:

	Décision				Action		
N°	**Décision**	**Periode d'identification (mmm.aa)**	**Source***	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Deadline**
1	Aucune école ne sera construite (en dehors de l'école primaire qui relocalisera les élèves de l'école primaire se trouvant actuellement sur le terrain du PROVED) durant la phase du volet EDUKOR par EDUKOR	mars-15	SMCL	EDUKOR et PROVED	signature de la décision par les autorités provinciales	PROVED - EDUKOR	12/07/2015
					application et suivi	PROVED - EDUKOR	10/10/2018
2	Les écoles seront identifiées et retenues après	mars-15	SMCL	EDUKOR , PROVED et	étude de base	EDUKOR	Q3 2015

	l'étude de base, prévue pour le deuxième trimestre			MINEDUC	identification et sélection des écoles	EDUKOR , PROVED et MINEDUC	Q4 2015
3	Les écoles retenues seront réhabilitées et appuyées.	mars-15	SMCL	EDUKOR	réhabilitation des écoles retenues	EDUKOR	Q 2016
					équipement	EDUKOR	Q 2016
4	Le PROVED étant responsable de l'administration, il est effectivement important qu'il soit parmi les membres du Comité de Concertation pour besoin de continuité des informations. Il est important qu'il soit présent en personne dans le comité de concertation au lieu de se faire représenter.	mars-15	SMCL	EDUKOR et PROVED	inclusion du PROVED dans le CdC	EDUKOR et PROVED	Q2 2015
5	Le PROVED sera désormais toujours invité officiellement en tant que membre observateur de la SMCL EDUKOR/KOR	mars-15	PSMCL	EDUKOR, PROVED et MINEDUC	Inclusion comme observateur au SMCL	MINEDUC	Q3 2015
6	Un représentant du FEC et un du COPEMECO seront invités comme observateurs aux prochaines SMCL.	mars-15	SMCL	EDUKOR	Inclusion comme observateurs au SMCL	MINEDUC	Q3 2015
7							
					Insérer une ligne ici		

4.3. Cadre logique non encore mis à jour – démarrage du projet dès 2015

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif Général : Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.	Augmentation du pourcentage des sortants (H/F) qui sont à l'emploi (travail journalier exclu) 6 mois après graduation	Etudes de suivi des sortants 'tracer study'	
Objectif spécifique: Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des	Augmentation du taux de satisfaction des compétences et des capacités techniques des apprenants auprès des maitres de stage	Les dossiers des lauréats CdR-EdR et des établissements affiliés (cf. cellules d'insertion)	La stabilité politique et sécuritaire ne se dégrade pas La société est ouverte au changement en faveur d'une plus grande égalité des femmes et des hommes
	Augmentation du taux de réussite à l'examen d'état des apprenants.	Rapports annuels des statistiques EXETAT réalisés par le Ministère	
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**	**Sources de vérification**	**Hypothèses**

cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.	Augmentation du taux de réussite des filles à l'examen d'état des apprenants	Rapports annuels des statistiques EXETAT réalisés par le Ministère	L'environnement est respecté La croissance économique offre des opportunités d'emploi et de génération de revenus Le climat des affaires est stimulant Le partenariat avec le privé est effectif Les engagements des partenaires locaux sont respectés La zone est en grande partie désenclavée
	Augmentation de la proportion de filles parmi les finalistes certifiés par le CdR-EdR	Rapports annuels des statistiques réalisés par le projet et le CdR-EdR	
	Augmentation des investissements provinciaux (public et privé) dans l'ETFP	Dépenses provinciales ETFP (budget actuellement nonséparé du budget enseignement secondaire et probablement très limité)	
	Evolution positive des inscriptions et de la rétention dans les filières appuyées	Baseline projet (incluant l'aspect rétention)	
	Augmentation du taux de satisfaction des sortants sur leur employabilité	Enquête qualitative auprès des sortants (most significative change) trois fois (Baseline – Y2 –Y4) sur la durée du projet axée sur la perception des sortants de leur employabilité	
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**	**Sources de vérification**	**Hypothèses**

Résultat 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique	L'ensemble CdR-EdR est opérationnel	Audits qualité et financier de l'ensemble CdR-EdR Rapports de fonctionnement CdR-EdR	Les élèves sont motivés par leur choix de filière et d'établissement Le fonctionnement CdREdR est conforme aux objectifs de mutualisation voulue La contractualisation CdR-EdR multipartite (CTB, province, institution) est effective Les équipements sont utilisés et bien entretenus Les concepts d'appui sont effectifs et partagés Le personnel des institutions appuyées est payé par le ministère L'électricité est disponible d'une façon ou de l'autre
	Au terme du projet (et au-delà), tous les établissements affiliés au CdREdR, depuis au moins 2 ans, dispensent des cours pratiques adaptés aux métiers enseignés [critères de qualité: les établissements biens gérés et entretenus avec des cours pratiques effectivement dispensés]	Rapports de visites réalisés par la coordination projet / Ministère / Divisions provinciales et sous provinciales	
	Augmentation du nombre d'apprenants des établissements ETFP affiliés qui bénéficient de cours pratiques adaptés (et productifs) au métier dans les EdR ou dans les établissements affiliés, et bénéficient d'un stage [critères de qualité : définir le nombre d'heures minimale reçu dans les établissements ETFP cumulées avec les heures EdR ; analyse globale et détaillée filles-garçons]	Rapport annuel des statistiques réalisé par la coordination projet / Ministère / Divisions provinciales et sous provinciales	
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**	**Sources de vérification**	**Hypothèses**

Résultat 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Un Plan ETFP provincial avec composante insertion professionnelle ou le genre et l'environnement sont intégrés est disponible, mis en œuvre, suivi et mis à jour [critères de qualité : budgétisés et approuvés par les partenaires principaux, y compris les représentants du secteur privé et de la société civile, incluant des critères de qualité pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du plan]	Le plan provincial ETFP, insertion et genre Rapports de suivi du plan Rapports des réunions des comités de concertation	Le budget pour la mise en œuvre du plan provincial est disponible Le transfert de l'amélioration des capacités est effectif de la formation vers l'exécution des tâches professionnelles
	La mise en œuvre des mandats du personnel des services déconcentrés est améliorée	Analyses fonctionnelles avant l'évaluation à mi-parcours et finale du projet	
	Les établissements affiliés disposent d'un conseil de gestion, d'un comité des parents et d'un comité d'élèves, ainsi qu'un UFE opérationnelle	Audits affiliation	
	Le système de suivi et évaluation est amélioré au niveau institutionnel provincial	Analyses organisationnelles des services déconcentrés	
	Organisation d'une concertation annuelle des interventions en ETFP afin de décider des actions à mettre en œuvre pour	Rapports de la concertation avec les grandes lignes directrices, ou les décisions, discussions sur les actions à	
Logique d'intervention	**Indicateurs (IOV)**	**Sources de vérification**	**Hypothèses**

	les points essentiels de la stratégie ETFP [critères de qualité : tous les documents des interventions doivent être prévus : tableau de bord des indicateurs, journal des leçons apprises, …]	mettre en œuvre	
Résultat 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Pourcentage d'apprenants et de sortants accompagnés individuellement dans l'insertion professionnelle [critères de qualité : définir ce qui fait qu'un sortant est dit suivi ; sur cette base il faudra les comptabiliser…]	Les dossiers des lauréats dans les établissements ETFP affiliés et rapport de l'équipe insertion CdR-EdR	Les Unités FormationEmploi sont opérationnelles Le secteur privé engage des sortants de l'enseignement technique et la formation professionnelle
	Augmentation du pourcentage des apprenants et des sortants qui démontre une amélioration d'employabilité suite aux évaluations positives des stages et grâce à l'accompagnement	Rapport annuel des statistiques réalisé par le projet / Ministère / Divisions provinciales et sous provinciales	

4.4. Aperçu des MoRe Results

BACK STOPPING MORE RESULTS PREVU EN MARS 2016

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	Baseline en cours de finalisation
Planning de la MTR (enregistrement	

du rapport)	
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Mission backstopping du siège (CTB Bruxelles), du 25 au 29 mai 2015.

4.5. Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217211

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi de Mbuji Mayi (EDUKOR)**

Budget Version: **C01**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
A DANS LE BASSIN D'EMPLOI AUTOUR DE MBM, UN			6.238.525,00	0,00	**297.405,29**	297.405,29	5.941.119,71	**5%**
01 Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à			3.415.800,00	0,00	**63.948,30**	63.948,30	3.351.851,70	**2%**
01 Etablir les EdR (6) et prévoir le développement du CdR		REGIE	649.600,00	0,00	**2.602,02**	2.602,02	646.997,98	0%
02 Développer une stratégie d'appui différencié en faveur des		REGIE	12.500,00	0,00	**16.787,41**	16.787,41	-4.287,41	134%
03 Organiser la formation pratique des élèves et apprenants		REGIE	670.000,00	0,00	**0,00**	0,00	670.000,00	0%
04 Organiser la formation technique des formateurs		REGIE	332.200,00	0,00	**17.365,92**	17.365,92	314.834,08	5%
05 Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP		REGIE	1.537.500,00	0,00	**20.404,03**	20.404,03	1.517.095,97	1%
06 Promouvoir l'ETFP		REGIE	214.000,00	0,00	**6.788,92**	6.788,92	207.211,08	3%
02 Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro			1.586.850,00	0,00	**212.250,23**	212.250,23	1.374.599,77	**13%**
01 Appuyer la coordination et concertation des acteurs		REGIE	60.000,00	0,00	**3.139,62**	3.139,62	56.860,38	5%
02 Appuyer la gestion responsable et transparante des		REGIE	202.600,00	0,00	**3.089,69**	3.089,69	199.510,31	2%
03 Appuyer les inspecteurs provinciaux dans leur fonction		REGIE	65.500,00	0,00	**21.515,22**	21.515,22	43.984,78	33%
04 Appuyer la collaboration systématique avec les		REGIE	478.750,00	0,00	**49.069,47**	49.069,47	429.680,53	10%
05 Appuyer la mise en place d'un programme de		REGIE	140.000,00	0,00	**9.288,01**	9.288,01	130.711,99	7%
06 Réhabiliter et équiper la division provinciale		REGIE	510.000,00	0,00	**108.327,28**	108.327,28	401.672,72	21%
07 Renfort au système de suivi et évaluation au niveau		REGIE	130.000,00	0,00	**17.820,94**	17.820,94	112.179,06	14%
03 Les jeunes apprenants et sortant des filières appuyées			1.235.875,00	0,00	**21.206,76**	21.206,76	1.214.668,24	**2%**
01 Accompagner les établissements affiliés pour assurer une		REGIE	380.000,00	0,00	**16.496,94**	16.496,94	363.503,06	4%
02 Accompagner les sortants à la recherche d'emploi		REGIE	255.000,00	0,00	**0,00**	0,00	255.000,00	0%
03 Organiser des formations pointues pour les sortants et les		REGIE	135.875,00	0,00	**0,00**	0,00	135.875,00	0%
04 Développer un programme d'encadrement des initiatives		REGIE	465.000,00	0,00	**4.709,82**	4.709,82	460.290,18	1%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE			326.975,00	0,00	**0,00**	0,00	326.975,00	**0%**
		REGIE	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%
		COGEST						
		TOTAL	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%

Budget vs Actuals (Year tio Month) of RDC1217211 Printed on maandag 25 januari 2016 page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217211

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi de Mbuji Mayi (EDUKOR)**

Budget Version: **C01**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
01 Réserve budgétaire			326.975,00	0,00	**0,00**	0,00	326.975,00	**0%**
01 Réserve budgétaire		REGIE	326.975,00	0,00	**0,00**	0,00	326.975,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			3.434.500,00	59.399,24	**605.094,46**	664.493,70	2.770.006,30	**19%**
01 Ressources humaines			2.410.500,00	35.361,11	**366.909,52**	402.270,63	2.008.229,37	**17%**
01 Personnel international (ATI)		REGIE	1.350.000,00	35.361,11	**289.032,70**	324.393,81	1.025.606,19	24%
02 Equipe technique nationale		REGIE	834.000,00	0,00	**33.080,97**	33.080,97	800.919,03	4%
03 Equipe nationale administrative et logistique partagée		REGIE	226.500,00	0,00	**44.795,85**	44.795,85	181.704,15	20%
02 Investissements			321.000,00	23.599,74	**139.230,54**	162.830,28	158.169,72	**51%**
01 Véhicules		REGIE	85.000,00	23.599,74	**85.388,62**	108.988,36	-23.988,36	128%
02 Motos		REGIE	21.000,00	0,00	**0,00**	0,00	21.000,00	0%
03 Equipement et matériel		REGIE	95.000,00	0,00	**11.123,64**	11.123,64	83.876,36	12%
04 Aménagement, Réhabilitation et/ou loyer base partagée		REGIE	100.000,00	0,00	**42.718,28**	42.718,28	57.281,72	43%
05 ERP-system: hardware & logiciel		REGIE	20.000,00	0,00	**0,00**	0,00	20.000,00	0%
03 Fonctionnement			405.000,00	438,39	**58.765,32**	59.203,71	345.796,29	**15%**
01 Frais de fonctionnement des véhicules + motos		REGIE	240.000,00	0,00	**13.810,53**	13.810,53	226.189,47	6%
02 Frais de fonctionnement des bureaux (MBM)		REGIE	120.000,00	0,00	**38.665,55**	38.665,55	81.334,45	32%
03 Organisation des SMCL		REGIE	25.000,00	438,39	**6.289,24**	6.727,63	18.272,37	27%
04 Frais système ERP		REGIE	20.000,00	0,00	**0,00**	0,00	20.000,00	0%
04 Audit, suivi & évaluation			298.000,00	0,00	**40.189,08**	40.189,08	257.810,92	**13%**
01 Audit		REGIE	75.000,00	0,00	**0,00**	0,00	75.000,00	0%
02 Etude ligne de base		REGIE	40.000,00	0,00	**30.004,34**	30.004,34	9.995,66	75%
03 MTR & Evaluation finale		REGIE	60.000,00	0,00	**0,00**	0,00	60.000,00	0%
		REGIE	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%
		COGEST						
		TOTAL	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%

Budget vs Actuals (Year to Month) of RDC1217211

Project Title : **Programme de Soutien au Secteur de l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle (ETFP) dans le Bassin d'Emploi de Mbuji Mayi (EDUKOR)**

Budget Version: **C01**
Currency : EUR
YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2015

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2014	Expenses 2015	Total	Balance	% Exec
04 Suivi et backstopping		REGIE	48.000,00	0,00	**4.312,59**	4.312,59	43.687,41	9%
05 Ateliers d'échange et séminaires de capitalisation		REGIE	75.000,00	0,00	**5.872,15**	5.872,15	69.127,85	8%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00	**?%**
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	**0,00**	0,00	0,00	?%
		REGIE	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%
		COGEST						
		TOTAL	10.000.000,00	59.399,24	**902.499,75**	961.898,99	9.038.101,01	10%

ANALYSE DES COUTS - EDUKOR 2015

N°	Description	Montant en Euros	%	Observation
I.	***Activités du Programme***	**-214.396,03**	**24%**	
	Travaux (Construction)	-94.001,14		
	AE/AF (Division du Plan & EPSP)	-21.553,34		
	Visibilité et couverture médiatique	-33.636,03		
	Ateliers	-65.205,52		
II	***Equipements***	**-117.088,43**	**13%**	
	Véhicules et motos	-65.573,03		
	Equipement informatique	-33.225,96		
	Autres équipements (non informatique)	-18.289,44		
III	***Fonctionnement***	**-86.828,37**	**10%**	
	Loyer	-38.200,84		
	Entretien du bureau,matériels & sécurité	-27,85		
	Communication (Téléphones)	-2.493,14		
	Internet	-490,42		
	Fournitures & consommables de bureau	-6.921,55		
	courriers	0,00		
	Eau et Electricité	-1.096,91		
	Carburant pour véhicules	-8.400,70		
	Entretien & réparation véhicules	-7.491,18		
	Assurances véhicules & bureau	-10.141,34		
	Frais bancaires	-2.356,87		
	Autres frais de fonctionnement	-9.207,58		
IV	***Voyages***	**-47.437,97**	**5%**	
	Billet et taxi (aéroport)	-23.774,89		
	Logement	-10.772,93		
	Per diem/ DSA	-11.481,31		

	Taxes & frais divers	-1.408,85		
V	*Consultants & sous-traitance*	**-39.632,67**	**4%**	
VI	***Ressources Humaines***	***-397.116,28***	**44%**	
	Salaire personnel local Impôt (IPR personnel local) Autres charges sociales personnel local Personnel Expatrié	-59.101,82 -3.452,61 -7.725,80 -326.836,05		*INSS/INPP/ONEM & soins médicaux*
	TOTAL GENERAL	**-902.499,75**	**100%**	